



Octobre, 2014

## Sommaire

### SOCIETE

#### ► L'indice de la faim dans le monde : Le défi de la faim invisible

(P.1-3)

### SCIENCES & TECHNIQUES

#### ► Internet Organised Crime Threat Assessment 2014

(P. 3-4)

### ECONOMIE

#### ► Deleveraging? What Deleveraging? ► Migration and Remittances: Recent Developments and Outlook

(P.4- 5)

### ENVIRONNEMENT

#### ► Better Growth Better Climate: The New Climate Economy

(P. 5-6)

### POLITIQUE

#### ► Soft power chinois en Afrique

(P. 6-7)

#### Contact :

Institut Royal des Etudes Stratégiques  
Avenue Azzaitoune, Hay Riad  
Rabat 10100, Maroc  
Tél. : +212 (0) 537 71 83 83  
Fax : +212 (0) 537 71 37 99  
Email : Rafiq@ires.ma

### ◆◆◆◆◆ SOCIETE

#### ► L'indice de la faim dans le monde : Le défi de la faim invisible/ IFPRI, 2014

Source:<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ib83fr.pdf>

Tags : | Faim | GHI | Mortalité infantine | Insécurité alimentaire | Croissance | Fécondité | Santé | Education |

Le rapport, publié par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI), a élaboré une mesure multidimensionnelle de la faim dans 120 pays, en l'occurrence l'Indice composite de la Faim dans le Monde (GHI).

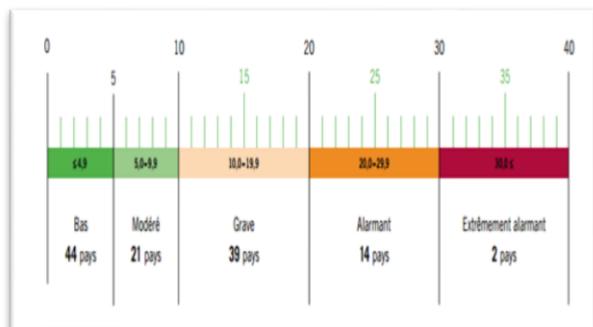
Cet indice se base sur le taux de mortalité des enfants, de la part des enfants en insuffisance pondérale et de la part des personnes sous-alimentées. L'évaluation du GHI montre qu'en dépit des progrès accomplis en matière de réduction de la faim depuis 1990, le niveau d'insécurité alimentaire demeure très élevé particulièrement dans 16 pays, situés principalement en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne.

Le rapport a retenu comme thème central la faim invisible. Ce type de faim se veut une forme de carences en micronutriments qui touche plus de 2 milliards de personnes dans le monde, provoquant des pertes de productivité et de croissance et aggravant la pauvreté.

Le rapport met en exergue les disparités importantes qui existent au niveau régional en termes de sécurité alimentaire. Il indique que l'Indice de la Faim Mondiale a baissé en 2014 d'environ 30% en Afrique subsaharienne par rapport à 1990, de plus de 40% dans la région MENA et de 41% en Asie du Sud. L'Europe de l'Est, quant à elle, a connu une baisse notable de 51% par rapport à 1995. Compte tenu des baisses enregistrées en termes des parts des personnes sous-alimentées, le GHI des pays en développement a affiché une diminution de l'ordre d'environ 40 % depuis 1990, passant de 20,6 % à 12,5% en moyenne.



En plus des coûts importants enregistrés dans le domaine de la santé, les répercussions économiques de la faim invisible sont importantes. Ils se traduisent par la faiblesse de la productivité économique et les pertes conséquentes en termes du capital humain générant un coût mondial de 1400 à 2100 milliards de dollars par an, soit l'équivalent de 2 points de PIB.



**Source : IFRI, 2014**

Afin de prévenir durablement la faim invisible, le rapport recommande la mise en œuvre d'une approche multisectorielle incluant des actions en matière de la protection sociale, d'éducation, de santé, d'accès à l'eau et de développement de l'agriculture. Il souligne également la nécessité de :

- « Améliorer l'accès des filles à l'éducation »
- Soutenir un système de protection sociale ciblé
- Améliorer l'accès à la disponibilité locale d'aliments riches en micronutriments
- Intensifier l'appui à l'amélioration de l'accès aux marchés locaux. »



## SCIENTES & TECHNIQUES

**Internet Organised Crime Threat Assessment 2014/** European Cybercrime Centre (EC3)

**Source :**

<https://www.europol.europa.eu/content/internet-organised-crime-threat-assesment-iocta>

Tags : Cybercriminalité | Internet | Menaces | Sécurité | Web Profond | Cyberattaques | Cloud computing | Cyberspace |

Le rapport du Centre Européen de la Cybercriminalité porte sur l'évaluation du crime organisé dans le cyberspace ainsi que sur les nouvelles menaces de la cybercriminalité affectant la sécurité des Etats, des entreprises et des individus.

Le rapport précise que certains environnements notamment le Web Profond est propice à la criminalité offrant un degré élevé d'anonymat. De plus, il favorise l'extension de services clandestins de criminalité et d'activités illicites telles que le trafic de drogue, le blanchiment d'argent, les arnaques bancaires.

L'ère de l'Internet des Objets et le « Cloud computing » crée un univers quasi-illimité de possibilités et d'opportunités pour les cybercriminels. En outre, le nombre croissant d'utilisateurs d'Internet à l'échelle mondiale ouvre un champ de plus en plus vaste de vecteurs d'attaques et plusieurs points d'accès.

Le rapport souligne, également, que l'industrie criminelle professionnelle est en constante évolution. Elle tire avantage des progrès technologiques et de l'innovation numérique qui favorisent l'illégalité et la clandestinité dans l'usage des outils et des méthodes, qui sont de plus en plus exploités par les criminels.

Les groupes du crime organisé (GCO) traditionnels recourent dans leurs activités illégales aux services occultes proposés par



le marché de la cybercriminalité. Le cyberspace offre une panoplie de produits et services illicites. Par ailleurs, les criminels s'en servent pour optimiser leurs gains, augmenter leur efficacité et diminuer leurs risques.

Le rapport présente l'état de la cybercriminalité en Afrique où les réseaux sont exploités pour l'hébergement illégal de logiciels espions. Il rappelle que la cybercriminalité s'est démocratisée dans le monde au point de devenir un service « Crime as a service » qui nécessite de disposer d'outils juridiques et de compétences suffisantes pour mieux y faire face.



## ◆◆◆ ECONOMIE

► **Deleveraging? What Deleveraging?** / International Center for Monetary and Banking Studies (ICMB)

Source: [http://www.icmb.ch/ICMB/Home\\_files/Geneva16.pdf](http://www.icmb.ch/ICMB/Home_files/Geneva16.pdf)

Tags: Economie mondiale | Croissance économique | Dette globale | Crise financière | Pays émergents | Pays développés | Bulle technologique | Crise des subprimes |

Selon cette étude du Centre International pour les Etudes Monétaires et Bancaires, la hausse de la dette mondiale et le ralentissement de la croissance économique constituent « une combinaison toxique » qui risquerait d'entraver le processus de réduction de l'endettement au niveau mondial et de conduire, par conséquent, l'économie mondiale, à une nouvelle crise financière, identique à celle de 2008.

Le niveau d'endettement est marqué par une hausse constante dans les pays développés et dans les pays émergents. D'ailleurs, la dette globale, qui combine dette publique et privée, a connu une augmentation alarmante passant de 180% à 213% du PIB mondial. Dans les pays développés, le taux de dette par rapport au PIB s'élève à 272% alors qu'il se situe à 151% dans les économies émergentes. Le rapport

souligne que les pays développés ont connu une stabilisation depuis 2010. Toutefois, les pays européens sont à un niveau plus élevé aujourd'hui qu'en 2008. Les économies émergentes, quant à elles, ont connu une accélération inquiétante de l'endettement depuis 2008, en particulier en Asie.

Le rapport met en garde les économies qui seraient de moins en moins armées pour résorber cette dette, non seulement, à cause de la faible croissance mais également de la baisse de la population en âge de travailler. L'étude estime que dans les 30 prochaines années, la population en âge de travailler, âgée particulièrement de 15 à 64 ans, serait marquée par un effondrement démographique dépassant les 40 millions d'habitants.

Enfin, le rapport révèle que les crises associées à un déséquilibre de la création monétaire par rapport à la création de richesse surgissent environ tous les sept ans. Il évoque le krach de 1994, appelé également la bulle obligataire, la bulle technologique ou bulle internet de 2001 et la crise des subprimes de 2008.

**Migration and Remittances: Recent Developments and Outlook/Banque Mondiale, 2014**

Source: [http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-](http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1288990760745/MigrationandDevelopmentBrief23.pdf)

[1288990760745/MigrationandDevelopmentBrief23.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1288990760745/MigrationandDevelopmentBrief23.pdf)

Tags: Migration | Moyen-Orient | Afrique du Nord | Asie | Crise économique | Flux migratoires |

Selon cette étude de la Banque Mondiale, les envois de fonds des migrants vers les pays en développement devraient connaître une hausse significative cette année, d'autant plus que les migrations forcées, causées généralement par les violations des droits de l'Homme, les conflits et les violences généralisées ont atteint des niveaux élevés.

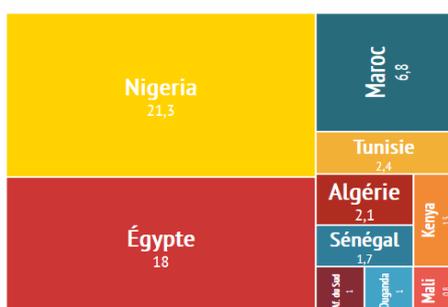
Dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, la croissance des



envois de fonds serait modérée d'ici la fin de 2014 pour atteindre 51 milliards de dollars. En 2015, la croissance devrait croître à 4 % pour avoisiner les 53 milliards de dollars. L'étude révèle que cette situation est due à la persistance de la crise économique et à la hausse des taux de chômage en Europe. Les transferts des fonds des migrants vers l'Afrique subsaharienne devraient croître de 3,2%, pour atteindre respectivement 33 milliards de dollars en 2014 et près de 35 milliards de dollars en 2015.

Pour ce qui est de la région d'Asie, l'Inde et la Chine sont les principaux pays destinataires des fonds, avec un volume évalué respectivement à 71 et 64 milliards de dollars pour 2014. Ces migrations en provenance d'Asie ont été moins sensibles aux impacts de la crise financière que celles en provenance d'autres régions.

### Transferts des migrants en milliards de dollars (2014)



Source : Banque mondiale, octobre 2014.

Malgré les perspectives prometteuses sur le plan des envois de fonds, la situation de nombreux migrants est préoccupante. Le rapport recommande aux Etats de fournir des efforts supplémentaires et d'assurer des conditions plus sûres aux migrants et moins coûteuses, tout en envisageant des mesures de maîtrise des flux migratoires viables sur le plan économique.



## ENVIRONNEMENT

► **Better Growth Better Climate: The New Climate Economy/** Global Commission on the Economy and Climate, 2014

Source: <http://newclimateeconomy.report/>

Tags: Changement climatique | Croissance économique | Efficacité énergétique | Gaz à effet de serre | Climat | Précarité énergétique |

Le rapport, publié par la Global Commission on the Economy and Climate, met l'accent sur l'importance de s'engager résolument dans la lutte contre le changement climatique à travers des modèles de croissance renouvelés.

Dans un contexte marqué par une explosion démographique, les nouveaux modèles de croissance requièrent des changements structurels et technologiques, se traduisant particulièrement par une réallocation significative des investissements au profit de l'efficacité énergétique et d'infrastructures peu émettrices de carbone.

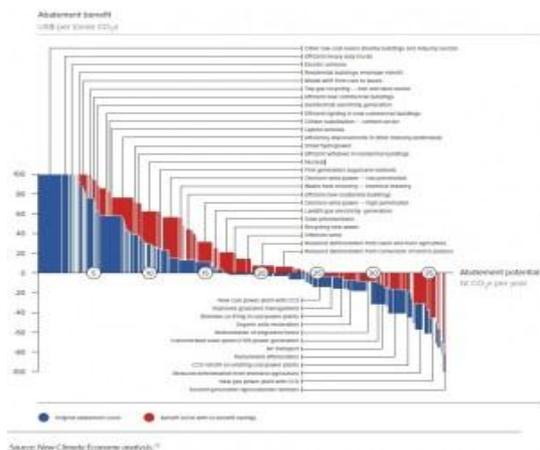
Le rapport rappelle que les investissements en faveur des énergies faiblement émettrices de gaz à effet de serre (GES) s'élèvent à environ 100 milliards de dollars par année à l'échelle mondiale, soit 6 fois moins que ceux au profit des énergies fossiles. Par ailleurs, une réorientation de ces investissements vers des technologies neutres en carbone réduirait les dépenses de santé liées à la mauvaise qualité de l'air et aux problèmes de pollution dues à la combustion d'énergies fossiles,

Le rapport prévoit que d'ici à 2030, le nucléaire pourrait jouer un rôle primordial dans la réduction des émissions de carbone, aux côtés des énergies renouvelables et du gaz naturel.

Enfin, le rapport appelle les gouvernements de s'engager dans un nouvel accord international équitable sur le climat. Il recommande, également, la mise en œuvre d'un plan d'action global qui pourrait



favoriser les conditions adaptées à l'investissement, susceptible de favoriser la croissance économique. La « nouvelle économie climatique » devrait produire les ressources permettant aux pays développés de préserver leur prospérité et aux pays en développement de combattre la précarité énergétique, de créer des emplois et de protéger leur sécurité alimentaire.



**Source : Better Growth Better Climate: The New Climate Economy, 2014**



## POLITIQUE

### Soft power chinois en Afrique / IFRI, 2014

Source : <http://www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=8241>

Tags : Relations Chine-Afrique | Soft power | Zones économiques spéciales| Coopération | Aide au développement | Assistance technique | Diplomatie culturelle|

L'engagement de la Chine en Afrique s'est considérablement intensifié depuis les années 2000, notamment sous l'effet de la politique d'internationalisation des entreprises "Go Global" et la naissance du forum sur la Coopération Chine Afrique (FOCAC), permettant ainsi l'accroissement de l'influence chinoise sur le continent africain.

Le soft power comprend l'ensemble des outils essentiels sur lesquels s'appuie la stratégie mobilisée par la puissance chinoise et ayant pour objectif de rendre son émergence particulièrement attrayante que menaçante. Le soft power chinois s'appuie sur des outils variés dont la diplomatie publique, les programmes d'échange, l'aide au développement, ...

L'étude révèle que l'influence chinoise comprend une multiplicité de vecteurs, en particulier culturels et économiques. Toutefois, cette attraction s'exerce, aussi, à travers les idées et les valeurs. La Chine s'appuie sur une diplomatie culturelle qui vise la promotion et la diffusion de la culture, le patrimoine et la langue chinoise. Elle est de plus en plus présente dans les médias, afin de livrer une image positive du pays. Toutefois, l'opinion publique a développé une image négative sur les investissements chinois qui contribuent à la propagation de la corruption ou encore aux conditions de travail socialement irresponsables et indécentes, surtout dans les entreprises privées.

Pour garantir des relations sino-africaines à long terme, le soft power chinois se déploie à travers une stratégie chinoise gagnant-gagnant, des échanges commerciaux et de nombreux investissements à travers l'implantation de zones économiques spéciales.

L'étude souligne que l'entrée en scène de l'Inde et sa rivalité avec le géant asiatique pourrait être favorable au développement du continent africain.



# INDEX DES TAGS

## A

Afrique.....	2
Afrique du Nord.....	5
Aide au développement.....	6
Asie.....	5
Assistance technique.....	6

## B

Bien-être.....	1
Biocapacité.....	5
Bulle technologique.....	4

## C

Changement climatique.....	5
Climat.....	5
Cloud computing.....	3
Coopération.....	6
Crise des subprimes.....	4
Crise économique.....	5
Crise financière.....	4
Croissance.....	2
Croissance économique.....	4
Croissance économique.....	5
Cyberattaques.....	3
Cybercriminalité.....	3
Cyberespace.....	3

## D

Dette globale.....	4
Diplomatie culturelle.....	6

## E

Economie mondiale.....	4
Education.....	1, 2
Efficacité énergétique.....	5
Empreinte écologique.....	5
Energie.....	5
Enfant.....	2
Environnement.....	1

## F

Faim.....	2
-----------	---

Fécondité.....	2
Flux migratoires.....	5

## G

Gaz à effet de serre.....	5
GHI.....	2

## I

Inégalités.....	1
Insécurité alimentaire.....	2
Internet.....	3

## M

Maladies.....	2
Marchés.....	1
Menaces.....	3
Migration.....	5
Mortalité infantine.....	2
Moyen-Orient.....	5

## P

Pays développés.....	4
Pays émergents.....	4
PIB.....	1
Précarité.....	1
Précarité énergétique.....	5
Prospective.....	2

## R

Relations Chine-Afrique.....	6
Revenus.....	1

## S

Santé.....	1, 2
Sécurité.....	3
Sécurité des personnes.....	1
Société.....	1, 2
Soft power.....	6



---

**V**

VIH .....	2
Vulnérabilité.....	1

---

**W**

Web Profond .....	3
-------------------	---

---

**Z**

Zones économiques spéciales .....	6
-----------------------------------	---